

## LEGGI E DECRETI

LEGGE 2 maggio 1983, n. 303.

**Ratifica ed esecuzione della convenzione tra la Repubblica italiana e la Repubblica cecoslovacca per evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito e prevenire le evasioni fiscali con relativo protocollo, firmata a Praga il 5 maggio 1981.**

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione tra la Repubblica italiana e la Repubblica cecoslovacca per evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito e prevenire le evasioni fiscali, con protocollo, firmata a Praga il 5 maggio 1981.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 29 della convenzione stessa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 2 maggio 1983

PERTINI

FANFANI — COLOMBO — GORIA — CASALINUOVO  
— CAPRIA — DI GIESI

Visto, il Guardasigilli: DARIDA

**Article 2**  
**IMPOTS VISES**

1. La présente Convention s'applique aux impôts sur le revenu perçus pour le compte de chacun des Etats contractants, de ses subdivisions politiques ou administratives ou de ses collectivités locales, quel que soit le système de perception.
  2. Sont considérés comme impôts sur le revenu les impôts perçus sur le revenu ou sur des éléments du revenu, y compris les impôts sur les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers ou immobiliers, les impôts sur le montant global des salaires payés par les entreprises, ainsi que les impôts sur les plus-values.
- 1) Les impôts actuels auxquels s'applique la Convention sont
- 1) en ce qui concerne la Tchécoslovaquie
    - 1 - les impôts sur les revenus des personnes physiques; (odvod ze zisku a daň ze zisku);
    - 2 - l'impôt sur les salaires (daň ze mzdy);
    - 3 - l'impôt sur le revenu dérivant de l'activité littéraire et artistique (daň z příjmu z literární a umělecké činnosti);
    - 4 - l'impôt agricole (daň zemědělská);
    - 5 - l'impôt sur le revenu des personnes physiques (daň z příjmu obyvatelstva);
    - 6 - l'impôt d'habitation (daň domovní), y compris toutes retenues à la source, sous précomptes et avances déjà comptés sur les impôts visés ci-dessus; (ci-après dénommés "impôt tchécoslovaque");

**CONVENTION ENTRE LA REPUBLIQUE ITALIENNE ET LA  
REPUBLIQUE SOCIALISTE TCHÉCOSLOVAQUE EN VUE D'ÉVITER  
LES DOUBLES IMPOSITIONS EN MATIÈRE D'IMPÔTS  
SUR LE REVENU ET DE PRÉVENIR L'ÉVASION FISCALE**

La République italienne et la République socialiste tchécoslovaque, désireuses de conclure une Convention en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et de prévenir l'évasion fiscale, sont convenues des dispositions suivantes

Article 1  
PERSONNES VISEES

La présente Convention s'applique aux personnes qui sont des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.

- b) en ce qui concerne l'Italie:
- 1 - l'impôt sur le revenu des personnes physiques (imposta sul reddito delle persone fisiche);
  - 2 - l'impôt sur le revenu des personnes morales (imposta sul reddito delle persone giuridiche);
  - 3 - l'impôt local sur les revenus (l'imposta locale sui redditi)
- même si ces impôts sont perçus par voie des retenues à la source (ci-dessous dénommés "impôt italien").
4. La Convention s'applique aussi aux impôts de nature identique ou analogue qui seraient établis après la date de signature de la présente Convention et qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les autorités compétentes des Etats contractants se communiquent les modifications importantes apportées à leurs législations fiscales respectives.
- Article 3  
DEFINITIONS GENERALES
1. Au sens de la présente Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente:
    - a) le terme "Tchécoslovaquie" désigne la République socialiste tchécoslovaque;
    - b) le terme "Italie" désigne la République italienne;
    - c) les expressions "un Etat contractant" et "l'autre Etat contractant" désignent, suivant les cas, la Tchécoslovaquie ou l'Italie;
    - d) le terme "personne" comprend les personnes physiques, les sociétés et tous autres groupements de personnes;
  - e) le terme "société" désigne toute personne morale ou toute entité qui est considérée comme une personne morale aux fins d'imposition;
  - f) les expressions "entreprise d'un Etat contractant" et "entreprise de l'autre Etat contractant" désignent respectivement une entreprise exploitée par un résident d'un Etat contractant et une entreprise exploitée par un résident de l'autre Etat contractant;
  - g) l'expression "trafic international" désigne tout trafic sport effectué par un navire ou un aéronef exploité par une entreprise dont le siège de direction effective est situé dans un Etat contractant, sauf lorsque le navire ou l'aéronef n'est exploité qu'entre des points situés dans l'autre Etat contractant;
  - h) le terme "nationaux" désigne:
    - (i) toutes les personnes physiques qui possèdent la nationalité d'un Etat contractant;
    - (ii) toutes les personnes morales, les sociétés de personnes et les associations constituées conformément à la législation en vigueur dans un Etat contractant;
  - i) l'expression "autorité compétente" désigne:
    - (i) dans le cas de l'Italie, le Ministère des Finances;
    - (ii) dans le cas de la Tchécoslovaquie, le Ministre des Finances de la République socialiste tchécoslovaque ou son représentant autorisé.
2. Pour l'application de la Convention par un Etat contractant toute expression qui n'y est pas autrement définie a le sens que lui attribue le droit de cet Etat contractant les impôts auxquels s'applique la Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente.

d) si cette personne possède la nationalité des deux Etats contractants ou si elle ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des Etats contractants tranchent la question d'un commun accord.

3. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne autre qu'une personne physique est résident des deux Etats contractants elle est considérée comme un résident de l'Etat où son siège de direction effective est situé.

#### Article 5

##### ETABLISSEMENT STABLE

1. Au sens de la présente Convention, l'expression "établissement stable" désigne une installation fixe d'affaires par l'intermédiaire de laquelle une entreprise exerce tout ou partie de son activité.

2. L'expression "établissement stable" comprend notamment

- a) un siège de direction;
  - b) une succursale;
  - c) un bureau;
  - d) une usine;
  - e) un atelier;
  - f) une mine, une carrière ou tout autre lieu d'extraction de ressources naturelles;
  - g) un chantier de construction ou de montage dont la durée dépasse douze mois.
3. On ne consigne pas qu'il y a un "établissement stable" si

#### Article 4

##### RESIDENT

1. Au sens de la présente Convention, l'expression "résident d'un Etat contractant" désigne toute personne qui, en vertu de la législation de cet Etat, est assujétie à l'impôt dans cet Etat, en raison de son domicile, de sa résidence, de son siège de direction ou de tout autre critère de nature analogue. Toutefois, cette expression ne comprend pas les personnes qui ne sont assujéties à l'impôt dans cet Etat que pour les revenus de sources situées dans cet Etat.

2. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne physique est un résident des deux Etats contractants, sa situation est réglée de la manière suivante

- a) cette personne est considérée comme un résident de l'Etat contractant où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent; si elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans les deux Etats contractants, elle est considérée comme un résident de l'Etat contractant avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux);
- b) si l'Etat contractant où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou si elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des Etats contractants, elle est considérée comme un résident de l'Etat contractant où elle séjourne de façon habituelle;
- c) si cette personne séjourne de façon habituelle dans les deux Etats contractants ou si elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'eux, elle est considérée comme un résident de l'Etat contractant dont elle possède la nationalité;

6. Le fait qu'une société qui est un résident d'un Etat contractant contrôle ou est contrôlée par une société qui est un résident de l'autre Etat contractant ou qui y exerce son activité (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

## Article 6

## REVENUS IMMOBILIERS

1. Les revenus provenant de biens immobiliers, y compris les revenus des exploitations agricoles ou forestières, sont imposables dans l'Etat contractant où ces biens sont situés.

2. L'expression "biens immobiliers" est définie conformément au droit de l'Etat contractant où les biens considérés sont situés. L'expression comprend en tous cas les accessoires, le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières, ainsi que les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière. On considère en outre comme "biens immobiliers" l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des paiements variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sous ces et autres ressources naturelles. Les navires, bateaux et aéronefs ne sont pas considérés comme biens immobiliers.

3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation directe, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation de biens immobiliers.

a) il est fait usage d'installation aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de marchandises appartenant à l'entreprise;

b) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison;

c) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise;

d) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations pour l'entreprise;

e) une installation fixe d'affaires est utilisée, pour l'entreprise, aux seules fins de publicité, de fourniture d'informations, de recherches scientifiques ou d'activités analogues qui ont un caractère préparatoire ou auxiliaire.

4. Une personne agissant dans un Etat contractant pour le compte d'une entreprise de l'autre Etat contractant - autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant auquel s'applique le paragraphe 5 - est considérée comme "établissement stable" dans le premier Etat si elle dispose dans cet Etat de pouvoirs qu'elle y exerce habituellement lui permettant de conclure des contrats au nom de l'entreprise, à moins que l'activité de cette personne ne soit limitée à l'achat de marchandises pour l'entreprise.

5. Une entreprise n'est pas considérée comme ayant un établissement stable dans un Etat contractant du seul fait qu'elle y exerce son activité par l'entre mise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre intermédiaire jouissant d'un statut indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité.

4. 3'il est d'usage, dans un Etat contractant, de déterminer les bénéfices imputables à un établissement stable sur la base d'une répartition des bénéfices totaux de l'entreprise entre ses diverses parties, aucune disposition du paragraphe 2 n'empêche cet Etat de déterminer les bénéfices imposables selon la répartition en usage; la méthode de répartition adoptée doit cependant être telle que le résultat obtenu soit conforme aux principes contenus dans le présent article

5. Aucun bénéfice n'est imputé à un établissement stable du fait qu'il a simplement acheté des marchandises pour l'entreprise.

6. Aux fins des paragraphes précédents, les bénéfices à imputer à l'établissement stable sont déterminés chaque année selon la même méthode, à moins qu'il n'existe des motifs valables et suffisants de procéder autrement

7. Lorsque les bénéfices comprennent des éléments de revenu traités séparément dans d'autres articles de la présente Convention, les dispositions de ces articles n) sont pas affectées par les dispositions du présent article

#### Article 8

##### NAVIGAT ON MARITIME ET AERLENN

1. Les bénéfices provenant de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 3 s'appliquent également aux revenus provenant des biens immobiliers d'une entreprise ainsi qu'aux revenus des biens immobiliers servant à l'exercice d'une profession indépendante.

#### Article 7

##### BENEFICES DES ENTREPRISES

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce son activité d'une telle façon, les bénéfices de l'entreprise sont imposables dans l'autre Etat mais uniquement dans la mesure où ils sont imposables à cet établissement stable.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, lorsqu'une entreprise d'un Etat contractant exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé, dans chaque Etat contractant, à cet établissement stable les bénéfices qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues et traitant en toute indépendance avec l'entreprise dont il constitue un établissement stable.

3. Pour déterminer les bénéfices d'un établissement stable, sont admises en déduction les dépenses exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable, y compris les dépenses de direction et les frais généraux d'administration ainsi exposés, soit dans l'Etat où est situé cet établissement stable, soit ailleurs

2. Si le siège de direction effective d'une entreprise de navigation maritime est à bord d'un navire, ce siège est considéré comme situé dans l'Etat où se trouve le port d'attache de ce navire, ou à défaut de port d'attache, dans l'Etat contractant dont l'exploitant du navire est un résident.

3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aussi si aux bénéfices provenant de la participation à un pool, une exploitation en commun ou un organisme international d'exploitation.

#### Article 9

##### ENTREPRISES ASSOCIEES

Lorsque

a) une entreprise d'un Etat contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre Etat, ou que

b) les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise d'un Etat contractant et d'une entreprise de l'autre Etat contractant,

et que, dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions convenues ou imposées, qui diffèrent de celles qui seraient convenues entre des entreprises indépendantes, les bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été réalisés par l'une des entreprises mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions, peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et imposés en conséquence.

#### Article 10

##### DIVIDENDES

1. Les dividendes payés par une société qui est un résident d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces dividendes sont imposables dans l'Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, et selon la législation de cet Etat, mais si la personne qui reçoit les dividendes est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 15 pour cent du montant brut des dividendes. Les autorités compétentes des Etats contractants règlent d'un commun accord les modalités d'application de ces limitations.

Le présent paragraphe n'affecte pas l'imposition de la société au titre des bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

3. Le terme "dividendes" employé dans le présent article désigne les revenus provenant d'actions, actions ou bons de jouissance, parts de mine, parts de fondateur ou autres parts bénéficiaires à l'exception des créances, ainsi que les revenus d'autres parts sociales soumis au même régime fiscal que les revenus d'actions par la législation de l'Etat dont la société distributrice est un résident.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des dividendes, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la participation génératrice des dividendes s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dividendes sont imposables dans cet autre Etat contractant selon sa législation interne.
5. Lorsqu'une société qui est un résident d'un Etat contractant tire des bénéfices ou des revenus de l'autre Etat contractant, cet autre Etat ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société, sauf dans la mesure où ces dividendes sont payés à un résident de cet autre Etat ou dans la mesure où la participation génératrice des dividendes se rattache effectivement à un établissement stable ou à une base fixe situés dans cet autre Etat, ni prélever aucun impôt, au titre de l'imposition des bénéfices non distribués, sur les bénéfices non distribués de la société, même si les dividendes payés ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou en partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre Etat.
- Article 11  
INTERETS
1. Les intérêts provenant d'un Etat contractant et payés à un résident de l'autre Etat contractant ne sont
1. Imposables que dans cet autre Etat si ce résident en est le bénéficiaire effectif.
2. Le terme "intérêts" employé dans le présent article désigne les revenus des fonds publics, des obligations d'emprunts, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices, et des créances de toute nature, ainsi que tous autres produits assimilés aux revenus de sommes prêtées par la législation fiscale de l'Etat d'où proviennent les revenus
3. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas, lorsque le bénéficiaire des intérêts, résident d'un Etat contractant, exerce, dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les intérêts, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située et que la créance génératrice des intérêts s'y rattache effectivement. Dans ce cas les intérêts sont imposables dans cet autre Etat contractant selon sa législation interne.
4. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des intérêts, compris tenu de la créance pour laquelle ils sont payés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements restant imposable selon la législation de chaque Etat contractant est comprise tenu des autres dispositions de la présente Convention.



4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire des redevances, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les redevances soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située et que le droit ou le bien générateur des redevances s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les redevances sont imposables dans cet autre Etat contractant selon sa législation interne.

5. Les redevances sont considérées comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est cet Etat lui-même, une subdivision politique, ou administrative, une collectivité locale ou un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des redevances, qu'il soit ou non résident d'un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établissement stable pour lequel le contrat donnant lieu au paiement des redevances a été conclu et qui supporte la charge de celles-ci, ces redevances sont réputées provenir de l'Etat contractant où est situé l'établissement stable.

6. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des redevances, compte tenu de la prestation pour laquelle elles sont payées, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareil les relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

#### Article 12 REDEVANCES

1. Les redevances provenant d'un Etat contractant et payées à un résident de l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans cet autre Etat si ce résident en est le bénéficiaire effectif.

2. Par dérogation au paragraphe 1, les redevances visées au paragraphe 3, b, peuvent aussi être imposées dans l'Etat contractant d'où elles proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si la personne qui perçoit les redevances en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 5 p.c. du montant brut des redevances.

3. Le terme "redevances" employé dans le présent article désigne:

- a) les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une oeuvre littéraire, artistique ou scientifique, y compris les films cinématographiques et de télévision;
- b) les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un brevet, d'une marque de fabrication ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets, ainsi que pour l'usage ou la concession de l'usage d'un équipement industriel, commercial ou scientifique ne constituant pas un bien immobilier visé à l'article 6 et pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique.

que ce résident ne dispose de façon habituelle dans l'autre Etat contractant d'une base fixe pour l'exercice de ses activités. S'il dispose d'une telle base fixe, les revenus sont imposables dans l'autre Etat mais uniquement dans la mesure où ils sont imposables à cette base fixe.

2. L'expression "profession indépendante" comprend notamment les activités indépendantes d'ordre scientifique, littéraire, artistique, éducatif ou pédagogique, ainsi que les activités indépendantes des médecins, avocats, ingénieurs, architectes, dentistes et comptables.

#### Article 15

##### PROFESSIONS DEPENDANTES

1. Sous réserve des dispositions des articles 16, 18 et 19, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre Etat contractant. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre Etat.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les rémunérations qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans le premier Etat si

a) le bénéficiaire séjourne dans l'autre Etat pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours au cours de l'année fiscale considérée, et

b) les rémunérations sont payées par un employeur ou pour le compte d'un employeur qui n'est pas un résident de l'autre Etat, et

#### Article 13

##### GAINS EN CAPITAL

1. Les gains provenant de l'aliénation des biens immobiliers, tels qu'ils sont définis au paragraphe 2 de l'article 6, sont imposables dans l'Etat contractant où ces biens sont situés.

2. Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant ou de biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un Etat contractant dispose dans l'autre Etat contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, y compris de tels gains provenant de l'aliénation de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise) ou de cette base fixe, sont imposables dans cet autre Etat. Toutefois, les gains provenant de l'aliénation de navires ou aéronefs exploités en trafic international ou de biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires ou aéronefs, ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

3. Les gains provenant de l'aliénation de tous biens autres que ceux visés au paragraphe 1 et 2 ne sont imposables que dans l'Etat contractant dont le cédant est un résident.

#### Article 14

##### PROFESSIONS INDEPENDANTES

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire d'une profession indépendante ou d'autres activités de caractère indépendant ne sont imposables que dans (et Etat, à moins

c) la charge des rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable ou une base fixe que l'employeur a dans l'autre Etat.

3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations reçues au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire ou d'un aéronef exploité en trafic international sont imposables dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

#### Article 16 TAVIEMES

Les tavièmes, jetons de présence et autres rétributions similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit en sa qualité de membre du conseil d'administration ou de surveillance d'une société qui est un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

#### Article 17 ARTISTES ET SPORTIFS

1. Nonobstant les dispositions des articles 14 et 15, les revenus que les professionnels du spectacle, tels les artistes de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision, et les musiciens, ainsi que les sportifs, retiennent de leurs activités personnelles en cette qualité, sont imposables dans l'Etat contractant où ces activités sont exercées.

2. Lorsque les revenus d'activités qu'un artiste du spectacle ou un sportif exerce personnellement et en cette qualité sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même mais à une autre personne, ces revenus sont imposables,

nonobstant les dispositions des articles 7, 14 et 15, dans l'Etat contractant où les activités de l'artiste ou du sportif sont exercées.

3. Nonobstant les dispositions des précédents paragraphes 1 et 2 du présent article, le revenu provenant des activités définies dans le paragraphe 1, au cas où ces activités sont exercées dans le cadre d'une convention ou d'un accord culturel établi entre les Etats contractants, est exempté d'impôt dans l'Etat où cette activité est exercée.

#### Article 18 PENSIONS

Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 19, les pensions et autres rémunérations similaires, payées à un résident d'un Etat contractant au titre d'un emploi antérieur, ne sont imposables que dans cet Etat.

#### Article 19 FONCTIONS PUBLIQUES

1. a) Les rémunérations, autres que les pensions, payées par un Etat contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou administratives ou collectives locales à une personne physique, au titre de services rendus à cet Etat ou à cette subdivision ou collectivité, ne sont imposables que dans cet Etat.

b) Toutefois, ces rémunérations ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si les services sont rendus dans cet Etat et si le bénéficiaire de la rémunération est un résident de cet autre Etat contractant qui:

des résidents de l'autre Etat contractant, seront exemptés de l'impôt dans ledit premier Etat contractant pour les rémunérations provenant de l'activité d'enseignement ou de recherche.

#### Article 21

##### ETUDIANTS

Les sources qu'un étudiant ou un stagiaire qui est, ou qui était immédiatement avant de se rendre dans un Etat contractant un résident de l'autre Etat contractant et qui séjourne dans le premier Etat à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation, reçoit pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation ne sont pas imposables dans cet Etat, à condition qu'elles proviennent de sources situées en dehors de cet Etat.

#### Article 22

##### AUTRES REVENUS

1. Les éléments du revenu d'un résident d'un Etat contractant, dont qu'ils proviennent, qui ne sont pas traités dans les articles précédents de la présente Convention ne sont imposables que dans cet Etat.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux revenus autres que les revenus provenant de biens immobiliers tels qu'ils sont définis au paragraphe 2 de l'article 6, lorsque le bénéficiaire de tels revenus, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur de ces revenus s'y rattache effectivement. Dans tous les cas, les éléments des revenus sont imposables dans l'autre Etat selon sa législation interne.

i) possède la nationalité de cet Etat, ou  
ii) n'est pas devenu un résident de cet Etat, à seule fin de rendre les services.

2. a) Les pensions payées par un Etat contractant ou

l'une de ses subdivisions politiques ou administratives ou collectivités locales, soit directement soit par prélèvement sur des fonds qu'ils ont constitués, à une personne physique au titre de services rendus à cet Etat ou à cette subdivision ou collectivité, ne sont imposables que dans cet Etat.

b) Toutefois, ces pensions ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si le bénéficiaire est un résident de cet Etat et s'il en possède la nationalité.

3. Les dispositions des articles 15, 16 et 18 s'appliquent aux rémunérations ou pensions payées au titre de services rendus dans le cadre d'une activité industrielle ou commerciale exercée par un Etat contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou administratives ou collectivités locales.

#### Article 20

##### PROFESSEURS ET ENSEIGNANTS

Les professeurs ou les enseignants qui séjournent temporairement dans un Etat contractant pendant une période n'excédant pas deux ans à fin d'y enseigner ou de s'y livrer à des recherches dans une université, collège, école ou autre institution d'enseignement sans but lucratif et qui sont, ou qui étaient immédiatement avant ce séjour,

## Article 23

## DISPOSITIONS POUR ELIMINER LES DOUBLES IMPOSITIONS

Il est entendu que la double imposition sera évitée en conformité des paragraphes suivants du présent article:

## 1. Dans le cas de l'Italie:

Lorsqu'un résident d'Italie possède des éléments de revenus qui sont imposables en Tchécoslovaquie, l'Italie, en établissant ses impôts sur le revenu visé à l'article 2 de la présente Convention, peut comprendre dans la base imposable desdits impôts ces éléments de revenu à moins que des dispositions déterminées de la présente Convention ne s'y opposent.

Dans ce cas, l'Italie doit déduire des impôts ainsi établis l'impôt sur les revenus payé en Tchécoslovaquie, mais le montant de la déduction ne peut pas dépasser la quote-part d'impôt italien imputable auxdits éléments de revenu dans la proportion où ces éléments participent à la formation du revenu total.

Toutefois aucune déduction ne sera accordée dans le cas où l'élément de revenu est assujéti en Italie à l'impôt par voie de retenue à la source libératoire sur demande du bénéficiaire du revenu, conformément à la législation italienne.

## 2. Dans le cas de la Tchécoslovaquie:

a) Lorsqu'un résident de la Tchécoslovaquie reçoit des revenus qui, conformément aux dispositions de la présente Convention, sont imposables en Italie, la Tchécoslovaquie exempte de l'impôt ces revenus, sous réserve des dispositions de l'alinéa b. La Tchécoslovaquie peut néanmoins, pour calculer le montant de l'impôt sur le reste des revenus de ce résident appliquer le même taux que si les revenus en question n'avaient pas été exemptés.

b) La Tchécoslovaquie en imposant ses résidents, peut inclure dans l'assiette des impôts les éléments du revenu qui, conformément aux dispositions des articles 10, 12, 16 et 17 de la présente Convention, sont imposables aussi en Italie. La Tchécoslovaquie accorde, sur l'impôt qu'elle perçoit sur les revenus de ce résident, une déduction d'un montant égal à l'impôt payé en Italie. Cette déduction ne peut toutefois excéder la fraction de l'impôt tchécoslovaque, calculé avant déduction, correspondant à ces éléments du revenu reçus de l'Italie.

## Article 24

## NON-DISCRIMINATION

1. Les nationaux d'un Etat contractant ne sont soumis d'un autre Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujétiés les nationaux de cet autre Etat qui se trouvent dans la même situation. La présente disposition s'applique aussi, nonobstant les dispositions de l'article 1, aux personnes qui ne sont pas des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.

2. L'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant n'est pas établie dans cet autre Etat d'une façon moins favorable que l'imposition des entreprises de cet autre Etat qui exercent la même activité. La présente disposition ne peut être interprétée comme obligeant un Etat contractant à accorder aux résidents de l'autre Etat contractant les déductions personnelles, abattements et réductions d'impôt en fonction de la situation ou des charges de famille qu'il accorde à ses propres résidents.

2. L'autorité compétente s'efforce, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'y apporter une solution satisfaisante, de résoudre le cas par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre Etat contractant, en vue de éviter une imposition non conforme à la Convention.
3. Les autorités compétentes des Etats contractants s'efforcent par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peut donner lieu l'application de la Convention.
4. Les autorités compétentes des Etats contractants peuvent communiquer directement entre elles en vue de parvenir à un accord comme il est indiqué aux paragraphes précédents. Si des échanges de vues oraux semblent devoir faciliter cet accord, ces échanges de vues peuvent avoir lieu au sein d'une commission composée de représentants des autorités compétentes des Etats contractants.

## Article 26

## ECHANGE DE RENSEIGNEMENTS

1. Les autorités compétentes des Etats contractants échangent les renseignements nécessaires pour appliquer les dispositions de la présente Convention, ou celles de la législation interne des Etats contractants relatives aux impôts visés par la Convention dans la mesure où la imposition qu'elle prévoit n'est pas contraire à la Convention ainsi qu'à prévenir l'évasion et la fraude fiscales. L'échange de renseignements n'est pas restreint par l'article 1. Les renseignements reçus par un Etat contractant sont tenus secrets de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation interne de cet Etat et ne sont communiqués qu'aux person-

3. A moins que les dispositions de l'article 9, du paragraphe 4 de l'article 11 ou du paragraphe 6 de l'article 12 ne soient applicables, les intérêts, redevances et autres dépenses payés par une entreprise d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont déductibles, pour la détermination des bénéfices imposables de cette entreprise, dans les mêmes conditions que s'ils avaient été payés à un résident du premier Etat.

4. Les entreprises d'un Etat contractant, dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents de l'autre Etat contractant, ne sont soumises dans le premier Etat à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujetties les autres entreprises similaires du premier Etat.

5. Les dispositions du présent article s'appliquent, notwithstanding les dispositions de l'article 2, aux impôts de toute nature ou dénomination.

## Article 25

## PROCEDURE AMIABLE

1. Lorsqu'une personne estime que les mesures prises par un Etat contractant ou par les deux Etats contractants entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention, elle peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces Etats, soumettre son cas à l'autorité compétente de l'Etat contractant dont elle est un résident ou, si son cas relève du paragraphe 1 de l'article 24, à celle de l'Etat contractant dont elle possède la nationalité. Le cas doit être soumis dans les deux ans qui suivent la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme aux dispositions de la Convention.

## Article 28

## DEMANDE DE REMBOURSEMENT

1. Les impôts prélevés dans un Etat par voie de retenue à la source seront remboursés sur demande de l'intéressé ou de l'Etat dont il est résident lorsque le droit de percevoir ces impôts est limité par les dispositions de la présente Convention.
2. Les demandes de remboursement, à présenter dans les délais établis par la législation de l'Etat tenu à effectuer ledit remboursement, doivent être accompagnées par une attestation officielle de l'Etat dont le contribuable est un résident certifiant que les conditions exigées pour bénéficier des exonérations ou des réductions prévues dans la Convention sont remplies.

3. Les autorités compétentes des Etats contractants régleront d'un commun accord, en conformité avec les dispositions de l'article 25 de la présente Convention, les modalités d'application du présent article. Elles peuvent aussi, d'un accord amiable, établir d'autres procédures pour l'application des limitations d'impôt prévues par la présente Convention.

## Article 29

## ENTRÉE EN VIGUEUR

1. La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Rome aussitôt que possible.
2. La Convention entrera en vigueur dès l'échange des instruments de ratification et ses dispositions seront applicables:

des autorités (y compris les tribunaux et organes administratifs) concernées par l'établissement ou le recouvrement des impôts visés par la Convention, par les procédures ou pourvuies concernant ces impôts, ou par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts. Ces procédures ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à ces fins. Elles peuvent faire état de ces renseignements au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un Etat contractant l'obligation:

- a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre Etat;
- b) de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre Etat;
- c) de fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.

## Article 27

## FONCTIONNAIRES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES

Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les agents diplomatiques ou les fonctionnaires consulaires en vertu soit des règles générales du droit des gens, soit de dispositions d'accords particuliers.

- a) en ce qui concerne les impôts perçus par voie de retenu à la source, aux sommes attribuées ou mises en paiement à compter du 1er janvier de l'année suivant celle au cours de laquelle les instruments de ratification auront été échangés;
- b) en ce qui concerne les autres impôts sur les revenus, aux impôts applicables pour chaque période imposable prenant fin à partir du 1er janvier de l'année suivant celle au cours de laquelle les instruments de ratification auront été échangés.

3 Les dispositions de la Convention entre la République socialiste tchécoslovaque et la République italienne pour éviter la double imposition sur les revenus et la fortune afférents à l'exercice de la navigation maritime et aérienne, signée à Prague le 28 août 1973, cessera d'être applicable dès l'application de la présente Convention.

Article 30  
DÉNONCIATION

1. La présente Convention demeurera en vigueur tant qu'elle n'aura pas été dénoncée par un Etat contractant. Chaque Etat contractant peut dénoncer la Convention par voie diplomatique avec un préavis minimum de six mois avant la fin de chaque année civile à partir de la cinquième année suivant celle de l'entrée en vigueur.

2. Dans ce cas, la Convention cessera d'être applicable a) en ce qui concerne les impôts perçus par voie de retenu à la source, aux sommes attribuées au moins en paiement à compter du 1er janvier de l'année civile suivant celle dans laquelle la dénonciation aura été notifiée;

- b) en ce qui concerne les autres impôts sur les revenus, aux impôts applicables pour chaque période imposable commençant à partir du 1er janvier de l'année civile suivant celle dans laquelle la dénonciation aura été notifiée.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Prague le 5 mai 1981, en double exemplaire, en langue italienne, tchèque et française, cette dernière prévalant en cas de contestation.

Pour la République italienne

Pour la République socialiste tchécoslovaque

*Giuseppe Spaventa*

*J. Kei*



## PROTOCOLE

à la Convention entre la République italienne et la République socialiste tchécoslovaque en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et de prévenir l'évasion fiscale.

Au moment de procéder à la signature de la Convention conclue ce jour entre la République italienne et la République socialiste tchécoslovaque en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et de prévenir l'évasion fiscale, les soussignés sont convenus des dispositions suivantes qui font partie intégrante de la Convention.

a. En ce qui concerne le paragraphe 3 de l'article 7 on entend par "dépenses exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable" les dépenses directement afférentes à l'activité de cet établissement stable.

b. En ce qui concerne le paragraphe 1 de l'article 25, l'expression "indépendamment des recours prévus par le droit interne" signifie que le commencement de la procédure amiable n'est pas alternatif au regard de la procédure contentieuse nationale à laquelle, dans tout cas, on doit avoir recours au préalable, lorsque le conflit se réfère à une application des impôts qui n'est pas conforme à la Convention.

En foi de quoi, les soussignés ont signé le présent protocole.

Fait à Prague le 5 mai 1981, en double exemplaire, en langue italienne, tchèque et française, cette dernière prévalant en cas de contestation.

Pour la République  
italienne

Pour la République social-  
liste tchécoslovaque

*L. de C. Spang*

*J. K.*

Visto, il Ministro degli affari esteri  
COLOMBO

Articolo 2

IMPOSTE CONSIDERATE

CONVENZIONE TRA LA REPUBBLICA ITALIANA E LA  
REPUBBLICA SOCIALISTA CECOSLOVACCA INTESA AD  
EVITARE LE DOPPIE IMPOSIZIONI IN MATERIA DI  
IMPOSTE SUL REDDITO ED A PREVENIRE LE EVASIONI  
FISCALI

La Repubblica italiana e la Repubblica socialista cecoslovacca, desiderose di concludere una Convenzione intesa ad evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito ed a prevenire le evasioni fiscali, hanno convenuto le seguenti disposizioni:

Articolo 1

SOGGETTI

La presente Convenzione si applica alle persone che sono residenti di uno o di entrambi gli Stati contraenti.

1. La presente Convenzione si applica alle imposte sul reddito prelevate per conto di ciascuno degli Stati contraenti, delle sue suddivisioni politiche o amministrative o dei suoi enti locali, qualunque sia il sistema di prelevamento.
2. Sono considerate imposte sul reddito le imposte prelevate sul reddito o su elementi del reddito, comprese le imposte sugli utili derivanti dall'alienazione di beni mobili o immobili, le imposte sull'ammontare complessivo degli stipendi e dei salari corrisposti dalle imprese, nonché le imposte sui plusvalori.
3. Le imposte attuali cui si applica la Convenzione sono:
  - a) per quanto concerne la Cecoslovacchia:
    - 1 - Le imposte sui redditi delle persone giuridiche; (odvod ze zisku a dan ze zisku);
    - 2 - L'imposta sui salari (dan ze mzdy);
    - 3 - L'imposta sul reddito derivante dall'attività letteraria e artistica (dan z příjmů z literární a umělecké činnosti);
    - 4 - L'imposta agricola (dan zemědělská);

- 5 - l'imposta sul reddito delle persone fisiche (dan z prírjmí obyvatelstva);
- 6 - l'imposta residenziale (dan domovní);  
comprese le ritenute alla fonte, le ritenute (précomptes) e gli anticipi prelevati in conto delle imposte anzidette  
(qui di seguito indicate quali "imposta cecoslovacca");
- b) per quanto concerne l'Italia:
- 1 - l'imposta sul reddito delle persone fisiche;
  - 2 - l'imposta sul reddito delle persone giuridiche;
  - 3 - l'imposta locale sui redditi ancorchè riscosse mediante ritenuta alla fonte (cui di seguito indicate quali "imposta italiana").
4. La Convenzione si applicherà anche alle imposte di natura identica o analoga che entreranno in vigore dopo la data della firma della presente Convenzione e che si aggiungeranno alle imposte attuali o che le sostituiranno. Le autorità competenti degli Stati contraenti si comunicheranno le modifiche sostanziali apportate alle loro rispettive legislazioni fiscali.
- (articolo 3)
- DEFINIZIONI GENERALI
1. Ai fini della presente Convenzione, e meno che il contesto non richieda una diversa interpretazione:
    - a. il termine "Cecoslovacchia" designa la Repubblica socialista cecoslovacca;
    - b. il termine "Italia" designa la Repubblica italiana;
- c. le espressioni "uno Stato contraente" e "l'altro Stato contraente" designano, a seconda dei casi, la Cecoslovacchia o l'Italia;
  - d. il termine "persona" comprende le persone fisiche, le società ed ogni altra associazione di persone;
  - e. il termine "società" designa qualsiasi persona giuridica o qualsiasi ente che è considerato persona giuridica ai fini della imposizione;
  - f. le espressioni "impresa di uno Stato contraente" e "impresa dell'altro Stato contraente" designano rispettivamente un'impresa esercitata da un residente di uno Stato contraente e una impresa esercitata da un residente dell'altro Stato contraente;
  - g. l'espressione "traffico internazionale" designa qualsiasi attività di trasporto effettuato per mezzo di una nave o di un aeromobile da parte di un'impresa la cui sede di direzione effettiva è situata in uno Stato contraente, ad eccezione del caso in cui la nave o l'aeromobile siano utilizzati esclusivamente tra località situate nell'altro Stato contraente;
  - h. il termine "nazionali" designa:
    - (i) le persone fisiche che hanno la nazionalità di uno Stato contraente;
    - (ii) le persone giuridiche, società di persone ed associazioni costituite in conformità della legislazione in vigore in uno Stato contraente;
  - i. l'espressione "autorità competente" designa:
    - (i) per quanto concerne l'Italia, il Ministero delle Finanze;

(ii) per quanto concerne la Cecoslovacchia, il Ministro delle Finanze della Repubblica socialista cecoslovacca o un suo rappresentante autorizzato.

2. Per l'applicazione della Convenzione da parte di uno Stato contraente, le espressioni non diversamente definite hanno il significato che ad esse è attribuito dal diritto di detto Stato relativo alle imposte cui si applica la Convenzione, a meno che il contesto non richieda una diversa interpretazione.

#### Articolo 4

##### RESIDENTI

1 Ai fini della presente Convenzione, l'espressione "residente di uno Stato contraente" designa ogni persona che, in virtù della legislazione di detto Stato, è assoggettata ad imposta nello stesso Stato, a motivo del suo domicilio, della sua residenza, della sede della sua direzione o di ogni altro criterio di natura analoga Tuttavia, tale espressione non comprende le persone che sono imponibili in questo Stato soltanto per il reddito che esse ricavano da fonti situate in detto Stato

2 Quando, in base alle disposizioni del paragrafo 1, una persona fisica è residente di entrambi gli Stati contraenti, la sua situazione è determinata nel seguente modo

a detta persona è considerata residente dello Stato contraente nel quale ha una abitazione permanente; se dispone di un'abitazione permanente in entrambi gli

Stati contraenti, essa è considerata residente dello Stato contraente nel quale le sue relazioni personali ed economiche sono più strette (centro degli interessi vitali);

b se non si può determinare lo Stato contraente nel quale detta persona ha il centro dei suoi interessi vitali, o se la medesima non ha una abitazione permanente in alcuno degli Stati contraenti, essa è considerata residente dello Stato contraente in cui soggiorna abitualmente;

c se detta persona soggiorna abitualmente in entrambi gli Stati contraenti ovvero non soggiorna abitualmente in alcuno di essi, essa è considerata residente dello Stato contraente del quale è la nazionalità;

d se detta persona ha la nazionalità di entrambi gli Stati contraenti, o se non ha la nazionalità di alcuno di essi, le autorità competenti degli Stati contraenti risolvono la questione di comune accordo

3 Quando, in base alle disposizioni del paragrafo 1, una persona diversa da una persona fisica è residente di entrambi gli Stati contraenti, essa è considerata residente dello Stato in cui si trova la sede della sua direzione effettiva

#### Articolo 5

##### STABILE ORGANIZZAZIONE

1 Ai fini della presente Convenzione, l'espressione "stabile organizzazione" designa una sede fissa di affari

per mezzo della quale un'impresa esercita in tutto o in parte la sua attività.

2. L'espressione "stabile organizzazione" comprende in particolare:

- a. una sede di direzione;
- b. una succursale;
- c. un ufficio;
- d. una officina;
- e. un laboratorio;
- f. una miniera, una cava o altro luogo di estrazione di risorse naturali;
- g. un cantiere di costruzione o di montaggio la cui durata oltrepassa i dodici mesi.

3. Non si considera che vi sia una "stabile organizzazione" se:

- a. si fa uso di una installazione ai soli fini di deposito, di esposizione, o di consegna di merci appartenenti all'impresa;
- b. le merci appartenenti all'impresa sono immagazzinate ai soli fini di deposito, di esposizione o di consegna;
- c. le merci appartenenti all'impresa sono immagazzinate ai soli fini della trasformazione da parte di un'altra impresa;
- d. una sede fissa di affari è utilizzata ai soli fini di acquistare merci o di raccogliere informazioni per la impresa;
- e. una sede fissa di affari è utilizzata per l'impresa, ai soli fini di pubblicità, di fornire informazioni, di ricerche scientifiche e di attività analoghe che abbiano carattere preparatorio o ausiliario.

4. Una persona che agisce in uno Stato contraente per conto di un'impresa dell'altro Stato contraente -diversa da un agente che goda di uno status indipendente e cui si applichi il paragrafo 5- è considerata "stabile organizzazione" nel primo Stato se dispone nello Stato stesso di poteri che esercita abitualmente e che le permettano di concludere contratti a nome dell'impresa, salvo il caso in cui l'attività di detta persona sia limitata all'acquisto di merci per l'impresa.

5. Non si considera che un'impresa ha una stabile organizzazione in uno Stato contraente per il solo fatto che essa vi esercita la propria attività per mezzo di un mediatore, di un commissionario generale o di ogni altro intermediario che goda di uno status indipendente, a condizione che dette persone agiscano nell'ambito della loro ordinaria attività.

6. Il fatto che una società residente di uno Stato contraente controlli o sia controllata da una società residente dell'altro Stato contraente ovvero svolga la sua attività in questo altro Stato (sia per mezzo di una stabile organizzazione oppure no) non costituisce di per sé motivo sufficiente per far considerare una qualsiasi delle dette società una stabile organizzazione dell'altra.

#### Articolo 6

#### RENDITI IMMOBILIARI

1. I redditi derivanti da beni immobili, compresi i redditi delle attività agricole o forestali, sono imponibili nello Stato contraente in cui detti beni sono situati.

- 2 L'espressione "beni immobili" è definita in conformità al diritto dello Stato contraente in cui si be- ni sono situati. L'espressione comprende in ogni caso gli accessori, le scorte morte o vive delle imprese agricole o forestali, nonché i diritti ai quali si applicano le disposizioni del diritto privato i quar- danti la proprietà fondiaria. Si considerano altresì "beni immobili" l'usufrutto dei beni immobili e i diritti relativi a pagamenti variabili o fissi per lo sfrutta- mento o la concessione dello sfruttamento di giacimenti minerali, sorgenti ed altre ricchezze del suolo. Le na- vi, i battelli e gli aeromobili non sono considerati be- ni immobili.
- 3 Le disposizioni del paragrafo 1 si applicano ai redditi derivanti dalla utilizzazione diretta, dalla locazione o dall'affitto, nonché da ogni altra forma di utilizzazione di beni immobili.
- 4 Le disposizioni dei paragrafi 1 e 3 si applicano anche ai redditi derivanti da beni immobili di una im- presa, nonché ai redditi dei beni immobili utilizzati per l'esercizio di una libera professione.
- Articolo 7  
UTILI DELLE IMPRESE
- 1 Gli utili di un'impresa di uno Stato contraente sono imputabili soltanto in detto Stato, a meno che l'impresa non svolga la sua attività nell'altro Stato contraente per mezzo di una stabile organizzazione ivi
- 2 Se l'impresa svolge in tal modo la sua at- tività, gli utili dell'impresa sono imputabili nell'altro Stato ma soltanto nella misura in cui detti utili sono attribuibili alla stabile organizzazione.
- 3 Nella determinazione degli utili di una stabile organizzazione sono ammesse in deduzione le spese so- stenute per gli scopi perseguiti dalla stessa stabile organizzazione, comprese le spese di direzione e le spese generali di amministrazione, sia nello Stato in cui è situata la stabile organizzazione, sia altrove.
- 4 Qualora uno degli Stati contraenti segua la pra- si di determinare gli utili da attribuire ad una stu- bile organizzazione in base al riparto degli utili com- plessivi dell'impresa fra le diverse parti di essa, la disposizione del paragrafo 2 non impedisce a detto Stato di determinare gli utili imputabili secondo la riparti-

zione in uso; tuttavia, il metodo di riparto adottato dovrà essere tale che il risultato sia conforme ai principi contenuti nel presente articolo.

5. Nessun utile può essere attribuito ad una stabile organizzazione per il solo fatto che essa ha acquistato merci per l'impresa.

6. Ai fini dei paragrafi precedenti, gli utili da attribuire alla stabile organizzazione sono determinati annualmente con lo stesso metodo, a meno che non esistano validi e sufficienti motivi per procedere diversamente.

7. Quando gli utili comprendono elementi di reddito considerati separatamente in altri articoli della presente Convenzione, le disposizioni di tali articoli non vengono modificate da quello del presente articolo.

#### Articolo 8

##### NAVIGAZIONE MARITTIMA ED AEREA

1. Gli utili derivanti dall'esercizio, in traffico internazionale, di navi o di aeromobili sono imponibili soltanto nello Stato contraente in cui è situata la sede della direzione effettiva dell'impresa.

2. Se la sede della direzione effettiva dell'impresa di navigazione marittima è situata a bordo di una nave, detta sede si considera situata nello Stato in cui si

trova il porto d'immatricolazione della nave, oppure, in mancanza di un porto di immatricolazione, nello Stato contraente di cui è residente l'esercente la nave.

3. Le disposizioni del paragrafo 1 si applicano perimenti agli utili derivanti dalla partecipazione a un fondo comune ("pool"), a un esercizio in comune o ad un organismo internazionale di esercizio.

#### Articolo 9

##### IMPRESE ASSOCIATE

Allorchè

a. un'impresa di uno Stato contraente partecipa direttamente o indirettamente alla direzione, al controllo o al capitale di un'impresa dell'altro Stato contraente,

b. le medesime persone partecipano, direttamente o indirettamente, alla direzione, al controllo o al capitale di un'impresa di uno Stato contraente e di un'impresa dell'altro Stato contraente,

e, nell'uno e nell'altro caso, le due imprese, nelle loro relazioni commerciali o finanziarie, sono vincolate da condizioni accettate o imposte, diverse da quelle che sarebbero state convenute tra imprese indipendenti, gli utili che, in mancanza di tali condizioni, sarebbero stati realizzati da una delle imprese, ma che a causa di dette condizioni non lo sono stati, possono essere inclusi negli utili di questa impresa e tassati in conseguenza.

Le disposizioni dei paragrafi 1 e 2 non si applicano nel caso in cui il beneficiario effettivo dei dividendi, residente di uno Stato contraente, eserciti nell'altro Stato contraente di cui è residente la società che paga i dividendi sia una attività commerciale o industriale per mezzo di una stabile organizzazione ed situata, sia una professione indipendente mediante una base fissa ivi situata, e che la partecipazione generatrice dei dividendi si ricolleghi effettivamente ad esse. In tal caso, i dividendi sono imponibili in detto altro Stato contraente secondo la propria legislazione.

5 Qualora una società residente di uno Stato contraente riceva utili o redditi dall'altro Stato contraente, detto altro Stato non può applicare alcuna imposta sui dividendi pagati dalla società, a meno che tali dividendi siano pagati ad un residente di detto altro Stato o che la partecipazione generatrice dei dividendi si ricolleghi effettivamente a una stabile organizzazione o a una base fissa situata in detto altro Stato, nè prelevare alcuna imposta, a titolo di imposizione degli utili non distribuiti, sugli utili non distribuiti della società, anche se i dividendi pagati o gli utili non distribuiti costano in tutto in parte utili o redditi realizzati in detto altro Stato.

#### Articolo 11

#### INTERESSI

1 Gli interessi provenienti da uno Stato contraente e pagati ad un residente dell'altro Stato contraente sono

#### Articolo 10

#### DIVIDENDI

1. I dividendi pagati da una società residente di uno Stato contraente ad un residente dell'altro Stato contraente sono imponibili in detto altro Stato.

2 Tuttavia, tali dividendi sono imponibili nello Stato contraente di cui la società che paga i dividendi è residente ed in conformità alla legislazione di detto Stato, ma, se la persona che percepisce i dividendi ne è l'effettivo beneficiario, l'imposta così applicata non può eccedere il 15 per cento dell'ammontare lordo dei dividendi.

Le autorità competenti degli Stati contraenti stabiliranno di comune accordo le modalità di applicazione di tali limitazioni.

Questo paragrafo non riguarda l'imposizione della società per gli utili con i quali sono stati pagati i dividendi.

3 Ai fini del presente articolo il termine "dividendi" designa i redditi derivanti da azioni, da azioni o diritti di godimento, da quote minerarie, da quote di fondatore o da altre quote di partecipazione agli utili, ad eccezione dei crediti, nonché i redditi di altre quote sociali assoggettati al medesimo regime fiscale dei redditi delle azioni secondo la legislazione dello Stato di cui è residente la società distributrice.



imponibili soltanto in detto altro Stato se tale residente ne è l'effettivo beneficiario.

2. Ai fini del presente articolo il termine "interessi" designa i redditi dei titoli del debito pubblico, delle obbligazioni di prestiti garantite o non da ipoteca e portanti o meno una clausola di partecipazione agli utili, ed ed i crediti di qualsiasi natura, nonché ogni altro provento assimilabile ai redditi di somme date in prestito in base alla legislazione fiscale dello Stato da cui i redditi provengono.

3. Le disposizioni del paragrafo 1 non si applicano nel caso in cui il beneficiario degli interessi, residente di uno Stato contraente, eserciti, nell'altro Stato contraente dal quale provengono gli interessi, sia un'attività commerciale o industriale per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata, sia una professione indipendente mediante una base fissa ivi situata ed il credito generatore degli interessi si raccolga effettivamente ad esse. In tal caso gli interessi sono imponibili in detto altro Stato contraente secondo la propria legislazione.

4. Se, in conseguenza di particolari relazioni esistenti tra debitore e beneficiario effettivo o tra ciascuno di essi e terze persone, l'ammontare degli interessi, tenuto conto del credito per il quale sono pagati, eccede quello che sarebbe stato convenuto tra debitore e beneficiario effettivo in assenza di simili relazioni, le disposizioni del presente articolo si ap-

plicano soltanto a quest'ultimo ammontare. In tal caso, la parte eccedente dei pagamenti è imponibile in conformità della legislazione di ciascuno Stato contraente e tenuto conto delle altre disposizioni della presente Convenzione.

#### Articolo 12

##### CANONI

1. I canoni provenienti da uno Stato contraente e pagati ad un residente dell'altro Stato contraente sono imponibili soltanto in detto altro Stato se tale residente ne è l'effettivo beneficiario.

2. In deroga alle disposizioni del paragrafo 1, i canoni indicati al paragrafo 3, b, possono essere tassati anche nello Stato contraente dal quale essi provengono ed in conformità della legislazione di detto Stato, ma se la persona che percepisce i canoni ne è l'effettivo beneficiario, l'imposta così applicata non può eccedere il 5 per cento dell'ammontare lordo dei canoni.

3. Ai fini del presente articolo il termine "canoni" designa:

- a) i compensi di qualsiasi natura corrisposti per l'uso o la concessione in uso di un diritto d'autore su opere letterarie, artistiche o scientifiche, ivi comprese le pellicole cinematografiche e televisive;
- b) i compensi di qualsiasi natura corrisposti per l'uso o la concessione in uso di brevetti, marchi di fabbrica o di commercio, disegni o modelli, progetti, formule o processi segreti, nonché per l'uso o la

concessione in uso di attrezzature industriali, commerciali o scientifiche che non costituiscono un bene immobile ai sensi dell'articolo 6 e per informazioni concernenti esperienze di carattere industriale, commerciale o scientifico.

4. Le disposizioni dei paragrafi 1 e 2 non si applicano nel caso in cui il beneficiario dei canoni, residente di uno Stato contraente, eserciti nell'altro Stato contraente dal quale provengono i canoni, sia un'attività commerciale o industriale per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata, sia una professione indipendente mediante una base fissa ivi situata, ed il diritto od il bene generatore dei canoni si ricolleghi no effettivamente ad esse. In tal caso i canoni sono imponibili in detto altro Stato contraente secondo la propria legislazione.

5. I canoni si considerano provenienti da uno Stato contraente quando il debitore è lo Stato stesso, una sua suddivisione politica o amministrativa, un suo ente locale o un residente di detto Stato. Tuttavia, quando il debitore dei canoni, sia esso residente o no di uno Stato contraente, ha in uno Stato contraente una stabile organizzazione per la cui necessità è stato concluso il contratto che ha dato luogo al pagamento dei canoni e che come tale ne sopporta l'onere, i canoni stessi si considerano provenienti dallo Stato contraente in cui è situata la stabile organizzazione.

6. Se, in conseguenza di particolari relazioni esistenti tra debitore e beneficiario effettivo o tra ciascuno di essi e terze persone, l'ammontare dei canoni, tenuto conto della prestazione per la quale sono pagati, eccede quello che sarebbe stato convenuto tra debitore e beneficiario effettivo in assenza di simili relazioni, le disposizioni del presente articolo si applicano soltanto a quest'ultimo ammontare. In tal caso, la parte eccedente dei pagamenti è imponibile in conformità della legislazione di ciascuno Stato contraente e tenuto conto delle altre disposizioni della presente Convenzione.

#### Articolo 13

##### UTILI DI CAPITALE

1. Gli utili provenienti dalla alienazione di beni immobili, secondo la definizione di cui al paragrafo 2 dell'articolo 6, sono imponibili nello Stato contraente dove detti beni sono situati.
2. Gli utili provenienti dalla alienazione di beni mobili facenti parte dell'attivo di una stabile organizzazione che un'impresa di uno Stato contraente ha nell'altro Stato contraente, ovvero di beni mobili appartenenti ad una base fissa di cui dispone un residente di uno Stato contraente nell'altro Stato contraente per l'esercizio di una professione indipendente, compresi gli utili provenienti dalla alienazione di detta stabile organizzazione (da sola od in uno con l'intera impresa) o di detta base fissa, sono imponibili in detto altro Stato. Tuttavia, gli utili provenienti dalla alienazione di navi

## Articolo 15

## LAVORO SUBORDINATO

1. Salve le disposizioni degli articoli 16, 18 e 19, i salari, gli stipendi e le altre remunerazioni analoghe che un residente di uno Stato contraente riceve in cor-  
rispettivo di un'attività dipendente sono imponibili soltanto in detto Stato, a meno che tale attività non venga svolta nell'altro Stato contraente. Se l'attività è quivi svolta, le remunerazioni percepite a tale titolo sono imponibili in questo altro Stato.
2. Nonostante le disposizioni del paragrafo 1, le remunerazioni che un residente di uno Stato contraente riceve in corrispettivo di un'attività dipendente, svolta nell'altro Stato contraente, sono imponibili soltanto nel primo Stato se:
  - a) il beneficiario soggiorna nell'altro Stato per un periodo o periodi che non oltrepassano in totale 183 giorni nel corso dell'anno fiscale considerato; e
  - b) le remunerazioni sono pagate da o per conto di un datore di lavoro che non è residente dell'altro Stato; e
  - c) l'onere delle remunerazioni non è sostenuto da una stabile organizzazione o da una base fissa che il datore di lavoro ha nell'altro Stato.
3. Nonostante le disposizioni precedenti del presente articolo, le remunerazioni relative a lavoro subordinato svolto a bordo di navi o di aeromobili in traffico internazionale sono imponibili nello Stato contraente nel quale è situata la sede della direzione effettiva dell'impresa.

o aeromobili utilizzati in traffico internazionale o di beni mobili relativi all'esercizio di tali navi o aeromobili, sono imponibili soltanto nello Stato contraente in cui è situata la sede della direzione effettiva dell'impresa.

3. Gli utili provenienti dalla alienazione di ogni altro bene diverso da quelli previsti ai paragrafi 1 e 2 sono imponibili soltanto nello Stato contraente di cui l'alienante è residente.

## Articolo 14

## PROFESSIONI INDIPENDENTI

1. I redditi che un residente di uno Stato contraente ritrae dall'esercizio di una libera professione o da altre attività di carattere indipendente, sono imponibili soltanto in detto Stato, a meno che tale residente non disponga abitualmente nell'altro Stato contraente di una base fissa per l'esercizio delle sue attività. Se egli dispone di tale base fissa i redditi sono imponibili nell'altro Stato ma unicamente nella misura in cui sono imputabili a detta base fissa.
2. L'espressione "libera professione" comprende in particolare le attività indipendenti di carattere scientifico, letterario, artistico, educativo o pedagogico, nonché le attività indipendenti dei medici, avvocati, ingegneri, architetti, dentisti e contabili.

te delle attività indicate nel paragrafo 1 è esente da imposta nello Stato in cui l'attività è esercitata a condizione che le predette attività siano svolte nel quadro di una convenzione o di un accordo culturale concluso tra gli Stati contraenti.

#### Articolo 18

#### PENSIONI

Salve le disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo 19, le pensioni e le altre remunerazioni analoghe, pagate ad un residente di uno Stato contraente in relazione ad un cessato impiego, sono imponibili soltanto in questo Stato

#### Articolo 19

#### FUNZIONI PUBBLICHE

- a) Le remunerazioni, diverse dalle pensioni, pagate da uno Stato contraente o da una sua suddivisione politica o amministrativa o da un suo ente locale a una persona fisica, in corrispettivo dei servizi resi a detto Stato o a detta suddivisione od ente locale, sono imponibili soltanto in questo Stato
- b) Tuttavia, tali remunerazioni sono imponibili soltanto nell'altro Stato contraente qualora i servizi siano resi in detto Stato ed il beneficiario della remunerazione sia un residente di detto altro Stato contraente che
  - i) abbia la nazionalità di detto Stato, o
  - ii) non sia divenuto residente di detto Stato al solo scopo di rendersi i servizi

#### Articolo 16

#### COMPENSI A MEMBRI DEI CONSIGLI DI AMMINISTRAZIONE

I compensi, i gettoni di presenza e le altre retribuzioni analoghe che un residente di uno Stato contraente riceve in qualità di membro del Consiglio di amministrazione o del collegio sindacale di una società residente nell'altro Stato contraente sono imponibili in detto altro Stato

#### Articolo 17

#### ARTISTI E SPORTIVI

- 1 Nonostante le disposizioni degli articoli 14 e 15, i redditi che i professionisti dello spettacolo, quali gli artisti di teatro, del cinema, della radio o della televisione ed i musicisti, nonché gli sportivi, ritengono dalle loro prestazioni personali in tale qualità, sono imponibili nello Stato contraente in cui dette attività sono svolte
2. Quando i redditi delle attività che un artista dello spettacolo o uno sportivo esercitano personalmente in tale qualità, sono attribuiti ad una persona diversa dall'artista o dallo sportivo medesimo, detti redditi sono imponibili nello Stato contraente dove le attività dell'artista o dello sportivo sono svolte, nonostante le disposizioni degli articoli 7, 14 e 15, primo comma
- 3 Nonostante le disposizioni dei precedenti paragrafi 1 e 2 del presente articolo, il reddito derivante

- 2 a) Le pensioni corrisposte da uno Stato contraente o da una sua suddivisione politica o amministrativa o da un suo ente locale, sia direttamente sia mediante prelevamento da fondi da essi costituiti, ad una persona fisica a titolo di servizi resi a detto Stato o a detta sua divisione o ente locale, sono imponibili soltanto in questo Stato
- b) Tuttavia, tali pensioni sono imponibili soltanto nell'altro Stato contraente qualora il beneficiario sia un residente di detto Stato e ne abbia la nazionalità

- 3 Le disposizioni degli articoli 15, 16 e 18 si applicano alle remunerazioni o pensioni pagate in corrispettivo di servizi resi nell'ambito di un'attività industriale o commerciale esercitata da uno Stato contraente o da una sua suddivisione politica o amministrativa o da un suo ente locale

#### Articolo 20

##### PROFESSORI E INSEGNANTI

I professori e gli insegnanti i quali soggiornano temporaneamente in uno Stato contraente, per un periodo non superiore a due anni, allo scopo di insegnare o di effettuare ricerche scientifiche presso una università, collegio, scuola od altro istituto di insegnamento non avente fini di lucro, e che sono, o che erano immediatamente prima di tale soggiorno, residenti nell'altro Stato contraente, saranno esentati da imposta nel detto primo Stato contraente per le remunerazioni derivanti dall'attività di insegnamento o di ricerca

#### Articolo 21

##### STUDENTI

Le somme che uno studente o un apprendista il quale è, o era immediatamente prima di recarsi in uno Stato contraente, residente dell'altro Stato contraente e che soggiorna nel primo Stato al solo scopo di compiere i suoi studi o di completarvi la propria formazione, riceve per sopperire alle spese di mantenimento, d'istruzione o di formazione non sono imponibili in detto Stato a condizione che esse provengano da fonti situate fuori di detto Stato

#### Articolo 22

##### ALTRI REDDITI

1 Gli elementi di reddito di un residente di uno Stato contraente, qualsiasi ne sia la provenienza, che non sono stati trattati negli articoli precedenti della presente Convenzione sono imponibili soltanto in questo Stato

2 Le disposizioni del paragrafo 1 non si applicano ai redditi diversi da quelli provenienti da beni immobiliari definiti al paragrafo 2 dell'articolo 6, nel caso in cui il beneficiario di tali redditi, residente di uno Stato contraente, eserciti nell'altro Stato contraente sia un'attività commerciale o industriale per mezzo di una stabile organizzazione ivi situata, sia una professione indipendente mediante una base fissa ivi situata, e il diritto ed il bene produttivo del reddito si ricolleggi effettivamente ad esse. In tal

ni, sono imponibili in Italia, la Cecoslovacchia, fatti salve le disposizioni della lettera b, esenta da imposta tali redditi. La Cecoslovacchia può tuttavia, per calcolare l'ammontare dell'imposta sugli altri redditi di detto residente, applicare la stessa aliquota che sarebbe stata applicabile se i redditi in questione non fossero stati esentati.

b) Nel momento in cui assoggetta ad imposizione i propri residenti, la Cecoslovacchia può includere nella base imponibile delle imposte gli elementi di reddito che, in conformità alle disposizioni degli articoli 10, 12, 16 e 17 della presente Convenzione, sono imponibili anche in Italia. La Cecoslovacchia accorda, sull'ammontare dell'imposta che preleva dai redditi di detto residente, una deduzione di ammontare pari all'imposta pagata in Italia. Tale deduzione non può tuttavia eccedere la frazione dell'imposta cecoslovacca, calcolata prima della deduzione, corrispondente ai detti elementi di reddito provenienti dall'Italia.

#### Articolo 24

##### NON-DISCRIMINAZIONE

1. In Italia di uno Stato contraente non sono assoggettati nell'altro Stato contraente ad alcuna imposizione od obbligo ad essa relativo, diversi o più onerosi di quelli cui sono o potranno essere assoggettati i nazionali di detto altro Stato che si trovino nella stessa situazione. La presente disposizione si applica inoltre, nonostante le disposizioni dell'articolo 1, alle persone che non sono residenti in uno o di entrambi gli Stati contraenti.

caso. Gli elementi di reddito sono imponibili in detto altro Stato contraente secondo la propria legislazione.

#### Articolo 23

##### METODO PER EVITARE LE DOPPIE IMPOSIZIONI

Si conviene che la doppia imposizione sarà eliminata in conformità ai seguenti paragrafi del presente articolo.

1. Per quanto concerne l'Italia

Se un residente dell'Italia possiede elementi di reddito che sono imponibili in Cecoslovacchia, l'Italia, nel calcolare le proprie imposte sul reddito specificate nell'articolo 2 della presente Convenzione, può includere nella base imponibile di tali imposte detti elementi di reddito, a meno che espresse disposizioni della presente Convenzione non stabiliscano diversamente.

In tal caso, l'Italia deve dedurre dalle imposte così calcolate l'imposta sui redditi pagata in Cecoslovacchia, ma l'ammontare della deduzione non può eccedere la quota di imposta italiana attribuibile ai predetti elementi di reddito nella proporzione in cui gli stessi concorrono alla formazione del reddito complessivo.

Tuttavia, nessuna deduzione sarà accordata ove l'elemento di reddito venga assoggettato in Italia ad imposizione ritenuta alla fonte a titolo di imposta su richiesta del beneficiario del reddito in base alla legislazione italiana.

2. Per quanto concerne la Cecoslovacchia

a) Se un residente della Cecoslovacchia riceve redditi che, in conformità alle disposizioni della presente Convenzione

## Articolo 25

## PROCEDURA AMICHEVOLE

- 2 L'imposizione di una stabile organizzazione che un'im-  
presa di uno Stato contraente ha nell'altro Stato contraente  
non può essere in questo altro Stato meno favorevole dell'im-  
posizione a carico delle imprese di detto altro Stato che  
svolgono la medesima attività. La presente disposizione non  
può essere interpretata nel senso che faccia obbligo ad uno  
Stato contraente di accordare ai residenti dell'altro Stato  
contraente le deduzioni personali, le esenzioni e le deduzio-  
ni di imposta che esso accorda ai propri residenti in rela-  
zione alla loro situazione o ai loro carichi di famiglia.
- 3 Fatta salva l'applicazione delle disposizioni dell'ar-  
ticolo 9, del paragrafo 4 dell'articolo 11, o del paragrafo  
6 dell'articolo 12, gli interessi, i canoni ed altre spese  
pagati da un'impresa di uno Stato contraente ad un residente  
dell'altro Stato contraente sono deducibili, ai fini della de-  
terminazione degli utili imponibili di detta impresa, nelle  
stesse condizioni in cui sarebbero deducibili se fossero pa-  
gati ad un residente del primo Stato.
- 4 Le imprese di uno Stato contraente il cui capitale è,  
in tutto o in parte, direttamente o indirettamente, posse-  
dute o controllate da uno o più residenti dell'altro Stato,  
non sono assoggettate nel primo Stato ad alcuna imposizione  
od obbligo ad essa relativo, diversi o più onerosi di quelli  
cui sono o potranno essere assoggettate le altre simili im-  
prese del primo Stato.
- 5 Le disposizioni del presente articolo si applicano  
alle imposte di ogni genere o denominazione, nonostante  
le disposizioni dell'articolo 2
- 1 Quando una persona ritiene che le misure adottate da  
uno o da entrambi gli Stati contraenti comportano o compor-  
teranno per essa un'imposizione non conforme alle disposi-  
zioni della presente Convenzione, essa può, indipendentemem-  
te dai ricorsi previsti dalla legislazione nazionale di det-  
ti Stati, sottoporre il caso all'autorità competente dello  
Stato contraente di cui è residente o, se il suo caso ri-  
cade nell'ambito di applicazione del paragrafo 1 dell'ar-  
ticolo 24, a quella dello Stato contraente di cui possiede  
la nazionalità. Il caso deve essere sottoposto entro i due  
anni che seguono la prima notificazione della misura che  
comporta un'imposizione non conforme alle disposizioni del-  
la Convenzione.
- 2 L'autorità competente, se il ricorso le appare fonda-  
to e se essa non è in grado di giungere ad una soddisfacen-  
te soluzione, fa del suo meglio per risolvere il caso per  
via di amichevole composizione con l'autorità competente  
dell'altro Stato contraente, al fine di evitare una tassazio-  
ne non conforme alla Convenzione.
- 3 Le autorità competenti degli Stati contraenti faranno  
del loro meglio per risolvere per via di amichevole composi-  
zione le difficoltà o per dissipare i dubbi inerenti all'ap-  
plicazione della Convenzione.
- 4 Le autorità competenti degli Stati contraenti potran-  
no comunicare direttamente tra loro al fine di pervenire  
ad un accordo come indicato nei paragrafi precedenti.  
Qualora venga ritenuto che degli scambi verbali di opinioni

b) di fornire informazioni che non potrebbero essere ottenute in base alla propria legislazione o nel quadro della propria normale prassi amministrativa o di quelle dell'altro Stato;

c) di trasmettere informazioni che potrebbero rivelare un segreto commerciale, industriale, professionale o un processo commerciale oppure informazioni la cui comunicazione sarebbe contraria all'ordine pubblico.

#### Articolo 27

##### FUNZIONARI DIPLOMATICI E CONSOLARI

Le disposizioni della presente Convenzione non pregiudicano i privilegi fiscali di cui beneficiano gli agenti diplomatici o i funzionari consolari in virtù delle regole generali del diritto internazionale o di accordi particolari.

#### Articolo 28

##### DOMANDE DI RIMBORSO

1. Le imposte rimosse in uno Stato mediante ritenuta alla fonte sono rimborsate a richiesta dell'interessato o dello Stato di cui esso è residente qualora il diritto alla percezione di dette imposte sia limitato dalle disposizioni della presente Convenzione.

2. Le istanze di rimborso, da prodursi in osservanza dei termini stabiliti dalla legislazione dello Stato tenuto ad effettuare il rimborso stesso, devono essere corredate di un attestato ufficiale dello Stato di cui il contribuente è residente certificante che sussistono le condizioni richieste per avere diritto all'applicazione dei benefici previsti dalla presente Convenzione.

possano facilitare il raggiungimento di tale accordo, essi potranno aver luogo in seno ad una Commissione formata da rappresentanti delle autorità competenti degli Stati contraenti.

#### Articolo 26

##### SCAMBIO DI INFORMAZIONI

1. Le autorità competenti degli Stati contraenti si scambiano le informazioni necessarie per applicare le disposizioni della presente Convenzione, o quelle della legislazione interna degli Stati contraenti relativa alle imposte previste dalla Convenzione, nella misura in cui la tassazione che essa prevede non è contraria alla Convenzione, nonché per evitare l'evasione e la frode fiscali. Lo scambio di informazioni non viene limitato dall'articolo 1. Le informazioni ricevute da uno Stato contraente sono tenute segrete, analogamente alle informazioni ottenute in base alla legislazione interna di detto Stato e sono comunicate soltanto alle persone od autorità (ivi compresi i tribunali e gli organi amministrativi) incaricate dell'accertamento o della riscossione delle imposte previste dalla Convenzione, delle procedure o dei procedimenti concernenti tali imposte, o delle decisioni di ricorsi presentati per tali imposte. Le persone od autorità sopracitate utilizzano tali informazioni soltanto per questi fini. Esse possono servirsi di queste informazioni nel corso di udienze pubbliche nei tribunali o nei giudizi.

2. Le disposizioni del paragrafo 1 non possono in nessun caso essere interpretate nel senso di imporre ad uno degli Stati contraenti l'obbligo:

a) di adottare provvedimenti amministrativi in deroga alla propria legislazione e alla propria prassi amministrativa o a quelle dell'altro Stato;



## Articolo 30

## DENUNCIA

1. La presente Convenzione rimarrà in vigore sino alla denuncia da parte di uno Stato contraente. Ciascuno Stato contraente può denunciare la Convenzione per via diplomatica con un preavviso minimo di sei mesi, prima della fine di ciascun anno solare, a decorrere dal quinto anno successivo a quello di entrata in vigore.

2. In questo caso, la Convenzione cesserà di applicarsi:

- a) con riferimento alle imposte prelevate mediante ritenuta alla fonte, alle somme accreditate o messe in pagamento a decorrere dal 1° gennaio dell'anno solare successivo a quello di notifica della denuncia;
- b) con riferimento alle altre imposte sul reddito, alle imposte relative ai periodi imponibili che iniziano a decorrere dal 1° gennaio dell'anno solare successivo a quello di notifica della denuncia.

In fede di che i sottoscritti, debitamente autorizzati a farlo, hanno firmato la presente Convenzione.

Fatta a Praga il 5.5.1981, in duplice esemplare in lingua italiana, ceca e francese, prevalendo quest'ultima in caso di contestazione.

Per la Repubblica italiana

Per la Repubblica socialista cecoslovacca

*A. C. Spornik*  
*f. Per*

3. Le autorità competenti degli Stati contraenti stabiliranno di comune accordo, conformemente alle disposizioni dell'articolo 25 della presente Convenzione, le modalità di applicazione del presente articolo. Esse possono inoltre stabilire di comune accordo procedure diverse per l'applicazione delle riduzioni d'imposta previste dalla presente Convenzione.

## Articolo 29

## ENTRATA IN VIGORE

1. La presente Convenzione sarà ratificata e gli strumenti di ratifica saranno scambiati a Roma non appena possibile.

2. La Convenzione entrerà in vigore alla data dello scambio degli strumenti di ratifica e le sue disposizioni si applicheranno:

- a) con riferimento alle imposte prelevate mediante ritenuta alla fonte, alle somme accreditate o messe in pagamento a decorrere dal 1° gennaio dell'anno successivo a quello dello scambio degli strumenti di ratifica;
- b) con riferimento alle altre imposte sui redditi, alle imposte relative ai periodi imponibili che si chiudono a decorrere dal 1° gennaio dell'anno successivo a quello dello scambio degli strumenti di ratifica.

3. Le disposizioni della Convenzione tra la Repubblica italiana e la Repubblica socialista cecoslovacca per evitare la doppia imposizione sui redditi e sul patrimonio inerenti all'esercizio della navigazione marittima ed aerea, firmata a Praga il 28 agosto 1973, cessano di aver effetto dalla data di applicazione della presente Convenzione.

PROTOCOLLO D'ACCORDO

alla Convenzione tra la Repubblica italiana e la Repubblica socialista cecoslovacca intesa ad evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito ed a prevenire le evasioni fiscali.

All'atto della firma della Convenzione conclusa in data odierna tra la Repubblica italiana e la Repubblica socialista cecoslovacca intesa ad evitare le doppie imposizioni in materia di imposte sul reddito ed a prevenire le evasioni fiscali, i sottoscritti hanno concordato le seguenti disposizioni che formano parte integrante della Convenzione:

- a con riferimento al paragrafo 3 dell'articolo 7, per "nesso sociale" si intendono le spese direttamente connesse con l'attività di detta stabile organizzazione;
- b con riferimento al paragrafo 1 dell'articolo 25, all'espressione "indipendentemente dai ricorsi previsti dalla legislazione nazionale" si attribuisce il significato secondo cui l'attività della procedura amichevole non è in alternativa con la procedura contenziosa nazionale che va, in ogni caso, preventivamente instaurata, laddove la controversia concerne un'applicazione delle imposte non conforme alla Convenzione.

In fede di che, i sottoscritti hanno firmato il presente protocollo

fatto a Praga il 5 5 1981 in duplice esemplare in lingua italiana, ceca e francese, prevalendo quest'ultima in caso di contestazione

Per la Repubblica italiana

Per la Repubblica socialista cecoslovacca

*L. C. Spaventa*

*L. Kuc*